

AFRIQUE DU SUD

La faible demande extérieure, les effets négatifs du ralentissement mondial sur la confiance des consommateurs et des investisseurs, et les conflits sociaux sur le marché intérieur ont ralenti la reprise. Ces facteurs s'estompant progressivement, la croissance devrait quelque peu rebondir en 2012, mais en restant au-dessous du potentiel pour la cinquième année consécutive. Le retour de la confiance devrait accélérer la croissance de la production de manière plus marquée en 2013. L'inflation se situe en haut de la fourchette cible de la banque centrale, mais l'absence de nouvelles hausses des prix des produits de base devrait, compte tenu de l'écart de production négatif, la ramener d'ici 2013 au milieu de cette fourchette.

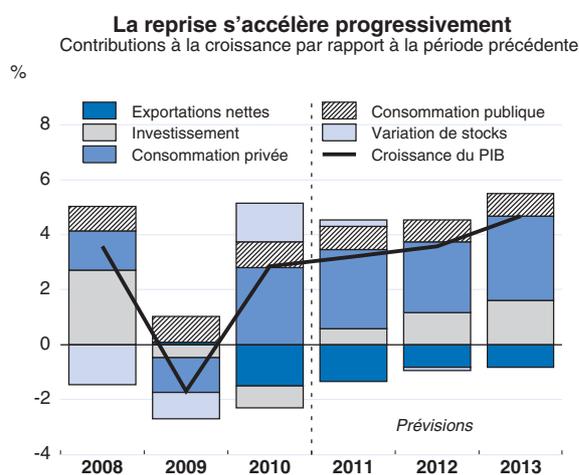
Une demande extérieure moins dynamique et des conflits sociaux ont pesé sur la croissance de la production

Ces derniers trimestres, la consommation privée et la formation de capital fixe ont *grasso modo* progressé conformément au potentiel, mais la hausse des exportations a ralenti tandis que le volume des importations continuait de croître plus vite que le PIB réel. La production a également été perturbée par des grèves. La croissance annuelle moyenne de la production devrait en 2011 être inférieure au potentiel pour la quatrième année consécutive, et le chômage n'a pas cessé de progresser ; il dépasse aujourd'hui 25 %. Le retour progressif attendu de la confiance et la reprise de l'augmentation de la demande extérieure, après son atonie récente, devrait accélérer la croissance du PIB, et l'écart de production devrait commencer à se resserrer en 2013.

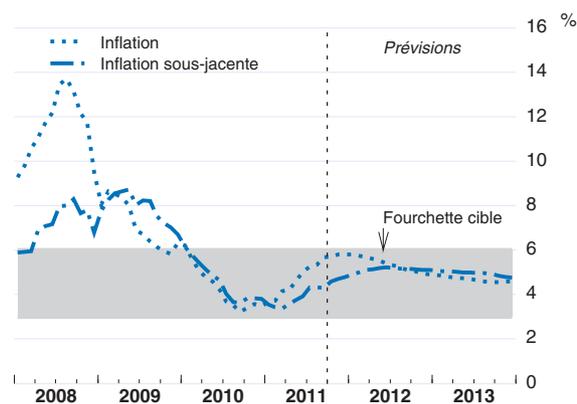
L'inflation devrait marquer le pas lorsque les récents chocs des prix alimentaires et énergétiques s'estomperont

De fortes améliorations des termes de l'échange ont contribué à rétrécir le déficit de la balance courante en 2009-10, mais cet impact a partiellement disparu en 2011 et le déficit est reparti à la hausse. Cette dernière année, l'inflation a augmenté, passant du bas au haut de la fourchette cible de la Banque de réserve d'Afrique du Sud qui est comprise

Afrique du Sud



Les pressions inflationnistes semblent être maîtrisées



Note : Rupture dans les séries d'inflation en 2008. Les chiffres ne sont pas entièrement comparables.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90 et banque centrale de l'Afrique du Sud.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932544476>

Afrique du Sud : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	-1.7	2.8	3.2	3.6	4.7
Inflation	7.1	4.3	4.9	5.3	4.7
Solde budgétaire (en % du PIB)	-5.5	-6.0	-6.0	-5.6	-4.8
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-11.2	-10.1	-15.0	-18.7	-21.2
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-4.1	-2.8	-3.7	-4.7	-4.8

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545977>

entre 3 et 6 %, mais la majeure partie de cette progression est imputable à la hausse des prix alimentaires et de l'essence. À 4.3 %, l'inflation sous-jacente n'a progressé que de 0.7 point de pourcentage dans les 12 mois précédant septembre 2011. Les anticipations inflationnistes ont augmenté avec la hausse du taux global, mais restent en phase avec la fourchette cible de la banque centrale. L'inflation devrait mettre à l'épreuve la limite supérieure de cette fourchette fin 2011 et début 2012, avant de refluer lorsque les effets de base deviendront plus favorables.

La banque centrale devrait rester réactive à l'affaiblissement de l'activité

Face à l'atonie inattendue de l'activité économique et malgré la hausse de l'inflation globale, la banque centrale a, depuis novembre 2010, stabilisé son taux de prise en pension à 5.5 %. Compte tenu du large écart de production négatif et d'anticipations inflationnistes bien ancrées, cette politique a été judicieuse. Comme d'autres marchés émergents, l'Afrique du Sud subit depuis septembre une vague d'aversion au risque sur les marchés internationaux de capitaux, et le rand a fortement chuté. Cette évolution des changes devrait un peu se répercuter sur les prix à la consommation, mais la banque centrale devrait persister à faire fi de ces éléments temporaires, et pourrait devoir assouplir davantage sa politique si la croissance de la demande continuait de décevoir.

Il faudrait accélérer l'assainissement budgétaire

En raison pour l'essentiel d'une faible progression des recettes, la récente déclaration de politique budgétaire à moyen terme n'entrevoit qu'un modeste recul du déficit budgétaire jusqu'à l'exercice 2014/15. Sur la base des prévisions actuelles, un schéma d'assainissement budgétaire plus ambitieux non seulement viabiliserait la dette, mais aussi contribuerait à gonfler l'épargne nationale, diminuerait les tensions haussières qui pèsent sur le taux de change et stimulerait l'investissement privé.

Les risques de détérioration prédominent

Une aggravation de la crise de la dette souveraine dans les pays de l'OCDE, qui saperait la demande extérieure et se traduirait probablement par une baisse des prix des principales exportations sud-africaines, est le principal risque obérant les prévisions.

**Orientations politiques
à suivre en cas de
risques négatifs**

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance :

- La politique monétaire doit constituer la première ligne de défense en cas d'activité économique plus faible qu'escompté, même s'il faut permettre aux stabilisateurs automatiques de fonctionner du côté budgétaire, avec pour conséquence potentielle une hausse temporaire du déficit global.
- La politique budgétaire a été laxiste lors du dernier retournement conjoncturel, et l'Afrique du Sud a enchaîné les déficits budgétaires structurels – nonobstant, avant la crise de 2008-09, des excédents observés momentanés. La marge de relance budgétaire en cas de ralentissement économique est donc inférieure à ce qu'aurait permis une politique budgétaire plus anticyclique. Le Trésor devrait continuer à mettre de plus en plus l'accent sur l'équilibre structurel, pour lequel il pourrait au bout du compte adopter des objectifs à moyen terme. Une telle orientation serait utilement épaulée par une règle de dépenses visant à restreindre les hausses procycliques de dépenses dans les périodes fastes.
- Les principaux risques inflationnistes proviendraient d'un brusque affaiblissement du rand ou de brusques poussées des prix alimentaires et énergétiques internationaux. L'inflation tendancielle semble bien ancrée dans la fourchette cible de la Banque de réserve d'Afrique du Sud, et l'écart de production négatif augure, malgré quelques pressions haussières persistantes sur les coûts, d'un répit inflationniste au cours des deux prochaines années. La possibilité existerait donc, apparemment, si l'activité économique venait à faiblir, d'abaisser encore le taux directeur de la banque centrale.
- Compte tenu du taux de chômage extrêmement élevé, notamment parmi les jeunes, les mesures structurelles devraient avant tout encourager l'emploi. À plus long terme, il faudra améliorer le taux d'activité, et les politiques d'activation auront leur importance. Si toutefois l'activité économique faiblissait, des mesures stimulant la demande de main-d'œuvre, à l'instar de subventions salariales, seraient particulièrement utiles.
- Une libéralisation des marchés de produits renforcerait les forces concurrentielles à l'œuvre dans l'économie, et améliorerait ainsi le fonctionnement des marchés du travail en limitant le partage des rentes des marchés de produits par les entreprises et les salariés initiés.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Brésil », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-38-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.